



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION
DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

ARRETE MODIFICATIF portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT
DURABLE
N°IC 2004/3640
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor,

Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II,
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005 et 1^{er} août 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 8 novembre 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002 du Ministre de l' Aménagement du territoire et de l'environnement relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2170 « engrais et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques » et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie (compostage) des matières organiques ,
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 juin 2004, modifié le 8 novembre 2005 , au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. LA PETITE JAUNAIE », l'autorisant à exploiter à SAINT THELO au lieu-dit « Keruo » un élevage avicole de 66 000 animaux équivalents (8800 poules pondeuses et 57200 poulets de chair) ;
- VU la demande présentée le 4 juin 2008 par l'installation classée « **E.A.R.L. LA PETITE JAUNAIE** », sise « La Petite Jaunaie » en SAINT THELO, en vue de la modification de la valorisation des déjections d'un élevage de volailles autorisé pour 66000 animaux équivalents (57200 poulets de chair dans 2 poulaillers de 2200 m2 et 8

800 poules pondeuses dans un poulailler) avec passage en poules pondeuses en plein air - modification des références CORPEN - reprise de parcelles exploitées par M Ange CONNAN - changement de prestataires pour la commercialisation des engrais organiques, au lieu-dit "La Petite Jaunaie" sur SAINT-THELO., en SAINT THELO au lieu-dit « Keruo » (Section ZM n° 9 et 10 et ZM n° 72);

- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 17 novembre 2008 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 19 décembre 2008 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le projet consiste à passer les poules pondeuses en bâtiment à semi-plein air avec la création d'un parcours herbeux à environ 300 mètres du tiers le plus proche,

CONSIDERANT que ce nouveau mode de conduite entraîne une diminution de l'azote produite de 598 UN

CONSIDERANT que l'augmentation de la surface détenue en propre (+ 4,87 ha) engendre une baisse de la pression azotée de 160 à 110 UN /ha par rapport à la situation précédente

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l' OUST ,

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de UZEL, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 13284 UN et 11068 UP205, dont 10031 UN et 8359 UP205 seront reprise par la Société AMENDIS de SAINT BRIEUC et 3253 UN et 2709 UP205 seront épandues sur 29,48 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 110,3 UN/ha ;

CONSIDERANT que la charge en phosphore organique est de 91,9 UP205/ha (*pétitionnaire*) ;

CONSIDERANT le contrat de reprise du 4 avril 2008 avec la Société AMENDIS de SAINT BRIEUC - tonnage concerné : 400 T d'engrais ou amendements organiques ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2004 modifié le 8 novembre 2005 sont modifiées comme suit :

« **A.** - Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **E.A.R.L. LA PETITE JAUNAIE** », à installer et exploiter au lieu-dit « La Petite Jaunaie » (section ZM n° 9 et ZM n° 10) en SAINT THELO conformément aux plans annexés à la demande, **un élevage avicole de 66000 animaux équivalents en présence simultanée**, répartis comme suit :

- 57200 poulets de chair et 8800 poules pondeuses « plein-air » (sous réserve que la rotation des productions sur les poulaillers, permette de limiter la production d'azote à 13284 kg par an).

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111 - 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 12 juin 2006 visé ci-dessus, ainsi que les prescriptions définies dans les articles ci-après.

B. – Il est donné acte au pétitionnaire de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter à cette adresse une unité de fabrication d'engrais et de supports de cultures à partir des matières organiques dont la capacité moyenne de production est de 1,1 tonnes par jour, soit 400 tonnes par an.

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture (rubrique 2170), l'éleveur devra respecter les prescriptions complémentaires édictées à l'article 3 ci-après. »

ARTICLE 2 -

Les dispositions de l'article 3^{ème} de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2004 modifié le 8 novembre 2005 sont modifiées comme suit :

« 3.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 512-31 du Code de l'Environnement.

3.2 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET DE SUPPORTS DE CULTURES

3.2.1. - L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plateforme de compostage en annexe de son installation.

3.2.2 : - *DISPOSITIONS GENERALES :*

3.2.2.1. - Conformité de l'installation à la déclaration :

L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions ci-après.

3.2.2.2. - Modifications :

Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.2.2.3. - Dossier installation classée :

L'éleveur doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- a) le dossier de déclaration,
- b) les plans tenus à jour,
- c) l'acte administratif réglementant l'activité,
- d) le cahier de suivi du compostage,
- e) les documents et analyses visés aux articles 3.2.8 et 3.2.9.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2.3. - *IMPLANTATION - AMENAGEMENT :*

3.2.3.1. Règles d'implantation :

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, l'installation doit être implantée :

a) à au moins 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, des établissements recevant du public, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

b) au moins 50 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau.

c) à au moins 200 mètres des lieux et baignade et des plages.

d) à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, aquacoles et gisements naturels de coquillages.

3.2.3.2. - Intégration dans le paysage :

L'éleveur prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site (peinture, plantations, engazonnement...). Il tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc.).

3.2.3.3. - Interdiction d'habitations au-dessus des installations :

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers.

3.2.4. - ACCESSIBILITE - VOIE DE CIRCULATION :

Les différentes zones de l'installation doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments éventuels sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Les véhicules sortant de l'installation n'entraîne pas de dépôt de poussières ou de déchets sur les voies de circulation.

3.2.5. - INSTALLATION DE COMPOSTAGE :

3.2.5.1. - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobique contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

3.2.5.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001.

3.2.5.3. - Pour la mise en œuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera d'une plate forme étanche offrant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.2.5.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.2.5.5. - Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour récupérer les liquides d'égouttage qui seront, soit dirigés vers les installations de stockage, soit récupérés dans l'installation pour l'humidification des andains. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.2.5.6. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en œuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.2.5.7. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.

3.2.5.8. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

3.2.5.9. - La mise en service de la fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être réalisée au plus tard 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

3.2.6. - VENTILATION DES LOCAUX :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.2.7. - EXPLOITATION - ENTRETIEN :

3.2.7.1. - Surveillance de l'exploitation :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.2.7.2. - Propreté :

L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

3.2.7.3. Contrôle et suivi du compostage :

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.7.3.1. Le process doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (J correspondant au jour de chaque retournement.)

- a) 1ère mesure à J + 2 jours
- b) 2ième mesure à J + 5 jours
- c) 3ième mesure à J + 12 jours

Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement.

3.2.7.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- a) la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie,
- b) l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts le cas échéant),
- c) les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement),
- d) les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- e) les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- f) les dates des retournements ultérieurs,
- g) la date de l'entrée en maturation,
- h) le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

3.2.7.3.3. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.7.3.4. Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.7.3.5. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.7.3.6. Pour les composts qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.2.8. - UTILISATION DU COMPOST.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultat définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3.2.9.

3.2.9. - GESTION DES FLUX - TRAÇABILITE

Une convention est établie avec la société AMENDIS de SAINT BRIEUC qui assure la mise sur le marché pour 400 tonnes (tonnage du compost) par an soit 10031 unités d'azote.

Cette convention devra préciser :

- a) les obligations de l'éleveur,
- b) les conditions de reprise,
- c) les dates de départs,
- d) les références de lot,
- e) la référence de la norme ou de l'homologation le cas échéant,
- f) les quantités livrées en tonnes et en m³,
- g) le nom du transporteur,
- h) les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

3.2.10. : PREVENTION DES RISQUES INCENDIE :

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

a) d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ..) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre,

b) d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,

c) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,

d) de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En cas d'exploitation par andains, l'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andin, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

3.2.11. : AIR - ODEURS :

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

a) des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation,

b) pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bûchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues. »

ARTICLE 4 -

Les dispositions de l'article 4^{ème} de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2004 modifié le 8 novembre 2005 sont modifiées comme suit :

« RESORPTION

- 10031 unités d'azote font l'objet d'un transfert vers des cantons dont la charge en azote organique d'origine animale est inférieure à 140 unités, elles seront considérées comme résorbées.

- 598 unités d'azote sont comptabilisées en cessation. ».

ARTICLE 5 -

Les dispositions de l'article 5^{ème} de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2004 modifié le 8 novembre 2005 sont modifiées comme suit :

« Le fonctionnement de l'installation est fondé sur la mise en œuvre des meilleurs techniques disponibles ».

ARTICLE 6 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 17 juin 2004 restent inchangées.
La présente décision abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2005

ARTICLE 7 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 8 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 9-

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de SAINT THELO pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « E.A.R.L. LA PETITE JAUNAIE ».

ARTICLE 10 -

"«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, à compter de la notification de la présente décision».

ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de SAINT THELO, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*

SAINT-BRIEUC, le 21 JAN. 2009
LE PREFET,

Le Secrétaire Général
par intérim
La Sous-Préfète

Magali SELLES